

Nous avons entretenu la Chambre de certains programmes que nous avons réalisés. J'ignore quand toutes les recherches seront terminées, mais j'espère que ce soit le plus rapidement possible. Cependant rien ne nous force à agir d'une façon précipitée. Nous prendrons tout le temps nécessaire, car nous voulons être certains que nos pipelines seront sûrs et qu'ils ne seront pas dommageables à la faune et à la toundra dans le Nord canadien.

Malgré notre souci de préserver l'écologie et la faune, il est, à mon sens, un facteur que les députés ne devraient perdre de vue en aucun cas. Si nous construisons ces pipe-lines dans le Nord canadien, ils profiteront aux habitants de cette région. Je ne cesse de parler d'eux. Il y a quelques mois, lorsque je me suis montré un peu trop sensible au bon état de la toundra dans le delta du Mackenzie, les Eskimos et les Indiens d'Inuvik ont protesté parce qu'ils risquaient de perdre leur emploi dans des compagnies pétrolières. Il ne faut perdre de vue aucun de ces facteurs et, naturellement, nous devons porter des jugements de valeur là-dessus. Nous essayons de faire tout notre possible.

Une voix: Ce n'est pas assez.

L'hon. M. Chrétien: Dans les Territoires du Nord-Ouest, les Indiens de Fort Good Hope sont enchantés parce qu'ils sont employés à la construction du pipe-line expérimental et à d'autres travaux. Ces travaux vont profiter aux habitants du Nord. Il nous faut établir des plans en nous assurant que la mise en valeur de cette région profitera aux autochtones en même temps qu'à tous les Canadiens.

Il y a quelques années, nous voulions l'expansion à tout prix. Aujourd'hui, il nous faut tenir compte d'autres facteurs. Mais nous ne pouvons pas arrêter l'expansion. Si nous construisons des pipe-lines dans le Nord, cette activité économique profitera à la région; et lorsque l'activité économique est satisfaisante au Canada, tous les Canadiens en bénéficient. J'espère, monsieur l'Orateur, que la Chambre reconnaîtra que nous avons agi depuis trois ans. Je me félicite de ce que les députés se rendent compte que nous avons là un défi à relever. Voici trois ans que nous nous y employons et nous avons beaucoup fait pour en venir à bout. Tout le monde, je l'espère, va reconnaître qu'aujourd'hui la Chambre a unanimement reconnu la nécessité de construire des pipe-lines dans le Nord. Ils profiteront à toute l'économie canadienne et, notamment, aux autochtones dont ils vont augmenter sensiblement les chances. Je remercie les députés de m'avoir permis de finir mon discours.

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ce débat a été des plus rafraichissant. Si la motion n'a servi seulement qu'à arracher quelques explications au ministre, c'est déjà bien. Il s'agit d'un sujet capital qu'il faut examiner avec soin si nous voulons que le Canada demeure un pays homogène pour les générations à venir. Les décisions économiques que nous prenons maintenant et celles que nous allons prendre au sujet de la construction des pipe-lines vont décider non seulement de notre homogénéité mais aussi de notre indépendance.

Depuis deux ans, nous interrogeons le gouvernement à ce sujet. Nous voulons connaître les faits et savoir sur quoi le gouvernement avait fondé ses études.

[L'hon. M. Chrétien.]

Puis-je rappeler deux discours prononcés par deux ministres: le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien). Le premier a prononcé à Denver un discours très «lourd», le second, à Dallas au Texas. J'aimerais avoir le temps de lire ces discours, parce qu'un ministre a pris une certaine attitude et l'autre, une attitude diamétralement opposée.

Nous avons cherché à nous renseigner pendant la période des questions, parce que quelque chose nous semblait clocher. Il y a eu de la confusion dans les rangs gouvernementaux et des ministres se sont contredits. Pour ma part et à l'instar d'autres membres de mon parti, j'ai demandé au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources quel genre d'études il effectuait. Savez-vous ce qu'il m'a répondu, monsieur l'Orateur? Il a dit: «Nous laissons ce soin à la libre entreprise.» J'ai trouvé dans le hansard des douzaines de réponses dans cette veine. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) l'a confirmé. Il fait du bien de noter que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a écouté l'opposition et s'est branché sur la bonne longueur d'onde. L'autre ministre a dit, je le répète: «Nous laissons ce soin à la libre entreprise.» J'appartiens moi-même à la libre entreprise. Néanmoins, j'estime que, dans tout domaine dans lequel des intéressés ont des intérêts à sauvegarder, qu'il s'agisse de l'exportation de pétrole brut du Canada ou d'autre chose, ces intéressés diront probablement ce qui leur convient. Dans le cas qui nous occupe, nous demandons aux producteurs de pétrole des Prairies, de l'Alaska ou d'ailleurs d'entreprendre une étude qui nous révélera si une certaine initiative qu'ils envisagent de prendre favorisera l'équilibre écologique ou la conjoncture économique de quelque région du Canada. On confie une étude à des gens qui ont toutes les raisons de s'intéresser à son résultat. Je n'en ai pas contre ce qu'ils auraient à dire, parce que toute personne mise à leur place ferait de même.

Ce que nous demandons est très simple. Nous voulons qu'une commission impartiale étudie les répercussions écologiques et économiques du projet afin qu'on puisse décider ce qu'il faut faire dans l'intérêt du Canada. Le ministre a dit que le gouvernement a fait beaucoup de travail au cours des trois dernières années et il nous en a donné le détail. Dans l'intervalle, les sections du pipe-line se sont empilées en Alaska. Les Américains ne gaspillent pas. Ils ne transportent pas des tuyaux là-bas dans le simple but de créer des emplois ou de tenir leurs navires occupés, mais parce qu'ils ont décidé ce qu'il fallait faire. Ils n'ont pas entassé tous ces tuyaux pour rien.

• (2.30 p.m.)

Entre-temps, on a découvert un gisement considérable de pétrole brut sur les pentes nord de l'Alaska. Les Américains voient maintenant qu'ils peuvent transporter ce pétrole par pipe-line jusqu'à Valdez et de là par pétrolier le long de la côte canadienne jusqu'à Seattle et aux autres ports. Le ministre dit que la chose n'est pas grave et que le gouvernement prendra peut-être une décision cet automne ou le printemps prochain. Les États-Unis ne se laisseront pas arrêter par les atermoiements et les hésitations du gouvernement. Par-dessus le marché, il y a la déclaration contradictoire d'un ministre. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien)